

« La LCR, LO et le PT sont incapables  
de s'entendre. »

*Tant que la faiblesse du mouvement  
trotskyste ne lui permettra pas de militer  
dans toutes les directions mais obligera,  
qu'on le veuille ou non, à des choix [...],  
les différentes tendances ne pourront  
qu'exister indépendamment les unes des  
autres.*

*Lutte ouvrière, Lutte ouvrière dans le  
mouvement trotskyste, 1983*

Depuis plusieurs décennies, les divisions qui caractérisent la famille trotskyste française ont suscité sarcasmes et commentaires laconiques, tant chez les militants de la gauche classique (PCF et PS) qu'auprès des défenseurs de l'idéologie libérale. Querelles théoriques, scissions à répétition, désaccords tactiques : il est incontestable que depuis plus de soixante ans, Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et le Parti des travailleurs – pour ne citer qu'eux –, ont largement habitué les Français à l'émiettement du front trotskyste. Aux yeux du grand public, cette division a pris la forme d'organisa-

tions dont la diversité des sigles au fil de l'histoire (OCI, PCI, PT, UCI, LO, LC, LCR, LTF, etc.) a de quoi donner le tournis. Depuis le milieu des années 1970, n'est-il pas arrivé de voir, et à plusieurs reprises encore, jusqu'à trois candidatures trotskystes lors d'une même élection ? Alors que ces organisations défendent la même critique du capitalisme et partagent le même héritage théorique (le marxisme enrichi du bolchevisme et des analyses de Trotsky), leurs divisions persistantes ne prouvent-elles pas que le trotskysme est incapable de générer autre chose que des « groupuscules » incapables de s'entendre ?

Rappelons en préambule que divisions et scissions sont loin d'être l'apanage du mouvement trotskyste. Quel courant ou parti politique, à droite comme à gauche, peut se vanter d'avoir échappé à ces phénomènes ? Le mouvement ouvrier lui-même n'est-il pas marqué par cette logique de rupture, y compris au sein de partis dont la cohérence programmatique était forte ? L'histoire des anarchistes ou des communistes (staliniens) est faite d'une longue suite de tendances et de scissions. Quant à la social-démocratie, le spectacle donné depuis 2007 par le Parti socialiste n'est que la plus récente manifestation d'une évolution qui, depuis 1905, est jalonnée de conflits internes.

Au-delà de la diversité de ses candidatures électorales, le courant trotskyste a donné naissance en France à toute une série de désaccords dont certains ont fini par être théorisés par chacune des trois principales organisations. Entre 1945 et aujourd'hui, ces divergences se sont d'abord traduites par des analyses très diverses des grands événements internationaux. Qu'il s'agisse des mouvements d'indépendance nationale (dans les

années 1950-1960), des luttes anti-impérialistes (comme à Cuba, dès 1959, ou au Nicaragua, en 1979) ou encore du conflit israélo-palestinien et de l'Europe, les trotskystes ont produit des textes très différents, pour ne pas dire opposés.

À propos de Cuba, par exemple, alors que LO discerne très tôt dans l'orientation politique de Fidel Castro et de Che Guevara les limites d'un « mouvement nationaliste bourgeois », la LCR s'enthousiasme. En 1973, Michel Lequenne, alors dirigeant de la Ligue communiste écrit : « Le deuxième discours de La Havane de Fidel Castro fixait une perspective de révolution permanente à la révolution latino-américaine. Quand Castro renonça à cette stratégie sous la pression de Moscou, Ernesto "Che" Guevara la reprit à son compte et son dernier message à la Tricontinentale [NdA : l'organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, 1966] est du trotskysme le plus pur. »

En France, tout en partageant sur le fond une même critique du PCF, de la social-démocratie et des « bureaucraties » syndicales, les trois organisations trotskystes ont développé des pratiques militantes distinctes. À l'égard des syndicats (CGT, FO, CFDT, SUD et FSU) notamment, si les militants de Lutte ouvrière participent à la vie syndicale des entreprises, ils n'interviennent que très peu dans les logiques d'appareils et s'efforcent de créer des « Comités de grève » (contrôlés par les travailleurs) lors des conflits sociaux. De leurs côtés, la LCR et le PT, bien qu'avec des méthodes différentes, privilégient depuis des années la lutte d'influence au sein des centrales syndicales pour en infléchir les orientations politiques. Enfin, troisième grande divergence : l'implication dans les mouvements politiques et sociaux. Si le PT met l'accent sur « la défense des acquis

sociaux » en militant presque exclusivement en direction des appareils syndicaux, LO privilégie le travail au sein de la classe ouvrière. Les cellules et publications hebdomadaires (les « bulletins ») dans les entreprises constituent l'axe prioritaire de l'organisation d'Arlette Laguiller depuis sa création. En revanche, la LCR est organisée sous la forme de cellules de villes ou de quartiers, associant à son travail politique diverses tendances « de gauche » de la société civile (altermondialistes, Verts, écologistes, etc.).

Cette approche très synthétique des différences entre ces trois organisations suffit à montrer que leur division est loin d'être l'expression de simples querelles de « boutiques » ou de personnes. Depuis 1945, chaque organisation a adopté une orientation générale qui la distingue assez fortement des deux autres. Fidèles aux perspectives formulées par Trotsky, LO, la LCR et le PT tentent ainsi, chacune à sa façon, de devenir à la fois une direction internationale (analyses internationales et liens avec d'autres organisations) et de fédérer les forces qui, en France, doivent un jour permettre la construction d'un nouveau parti révolutionnaire.

Mais si ces organisations partagent cet objectif, pourquoi ont-elles laissé ces divergences prendre le pas sur leur unité programmatique ? En tant que mouvement minoritaire, le courant trotskyste n'aurait-il pas dû mobiliser toutes ses forces pour bâtir son unité organisationnelle ? Le bon sens voudrait que plus un courant politique est petit, plus il devrait rechercher l'union de ses composantes. Incontestablement, les organisations trotskystes n'y sont pas parvenues. Est-ce à dire que le trotskysme souffre d'une tare congénitale qui le condamne à l'émiettement de ses forces ?

Si le « bon sens » est parfois pertinent, y compris en politique, il suffit rarement à expliquer le sens que prend l'histoire. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le caractère minoritaire du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) ne l'a pas empêché de connaître des scissions (entre bolcheviks et mencheviks, par exemple). Cette rupture, en permettant à chacun de ces deux groupes d'affûter leurs analyses et leurs orientations politiques, a fini par clarifier les enjeux de la période et conduire à la victoire de la révolution russe de 1917. À ce titre, les divisions en politique ne sont pas toujours une faiblesse. Elles peuvent aussi être un signe de vitalité.

C'est le cas surtout lorsque la période est dominée par des vents contraires. Car en tant que tendance du mouvement ouvrier, le courant trotskyste a ceci de particulier d'être né et d'avoir survécu pendant une longue période au cours de laquelle les partis communistes (staliniens) ont engrangé l'essentiel du prestige de la révolution de 1917. Pour le formuler autrement, disons qu'en France, et jusqu'au début années 1980, toute personne qui souhaitait se battre pour les idées communistes rejoignait instinctivement et presque exclusivement le PCF. Après 1945, en dehors de l'éphémère parenthèse de mai 1968, il fallait un haut degré de détermination et de conscience politique pour rejoindre une organisation trotskyste.

Dans un tel contexte, et avant même d'évoquer son caractère « minoritaire » ou ses divisions internes, on pourrait s'étonner de l'étonnante capacité de survie dont a fait preuve le courant trotskyste. Pendant plus d'un demi-siècle, en effet, ce mouvement a continué d'exister en étant pour ainsi dire coupé de sa base sociale (la classe ouvrière). Le parti de masse qu'est longtemps

resté le PCF (premier parti de France en 1946, 20,5 % des voix aux élections législatives de 1978), a en effet creusé une sorte de fossé béant entre les trotskystes et les travailleurs.

Qui plus est, en dehors de mai 1968 et de quelques grandes grèves, la contestation sociale en France n'a guère donné jusqu'ici d'occasions aux trotskystes de battre en brèche, sur sa gauche, la politique du PCF et de la CGT. Sur le fond, ce n'est donc pas une « tare congénitale » qui explique le caractère marginal et divisé des organisations trotskystes, mais bien la conjonction historique de deux facteurs : l'hégémonie du stalinisme sur la classe ouvrière et une période qui, jusqu'à présent, n'a que trop marginalement favorisé des luttes sociales d'envergure.

Deux périodes font pourtant exception : celle, contestataire, qui s'est ouverte avec l'explosion sociale de mai et juin 1968 pour se prolonger jusqu'au début des années 1970 ; celle ensuite, plus lancinante, inaugurée voilà plus de deux décennies et marquée par la crise économique et la forte chute de l'influence du PCF. Au cours de ces deux périodes, précisément, LO et la LCR ont tenté d'unir leurs forces. Des listes électorales communes ont été présentées (en 1977, 1979, 1983, 1999 et 2004). Mais la fusion organisationnelle n'a jamais eu lieu.

Les bons résultats électoraux obtenus par ces deux organisations depuis dix ans sera-t-elle plus propice à l'unité du trotskysme français ? Le succès d'Arlette Laguiller aux élections de 1995 et 2002 n'a guère changé la donne. Quant au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), lancé par Olivier Besancenot en 2008, il n'a pas suscité l'enthousiasme à LO. Contrairement à la fraction l'Étincelle, la direction et la majorité des militants n'ont pas souhaité participer à l'expérience.

### **Quelle indépendance organisationnelle ?**

« [...] Lutte ouvrière ne peut pas davantage que la LCR ou le PCI [ancien nom du PT, NdA] (malgré le sigle de celui-ci) prétendre à être le parti ouvrier révolutionnaire. Celui-ci est toujours à construire et la preuve de la justesse de notre orientation (ou celle de la LCR ou celle du PCI) est donc encore à faire. Mais c'est pour cela que la fusion de nos deux organisations [LO et LCR, NdA] (ou d'autres encore) n'est pas possible et au fond même pas souhaitable aujourd'hui [...]. Elle n'est pas possible parce que nous avons une orientation générale qui nous amène à des activités, des modes d'apparition et des modes d'action qui s'excluent pour le moment.

Tant que la faiblesse du mouvement trotskyste ne lui permettra pas de militer dans toutes les directions, mais obligera, qu'on le veuille ou non, à des choix, tant que l'un ou l'autre des groupes n'aura pas renoncé à son orientation ou alors tant que la situation du mouvement trotskyste n'aura pas radicalement changé, les différentes tendances ne pourront qu'exister indépendamment les unes des autres.

La fusion n'est même pas souhaitable dans ces circonstances car il est sans doute bon que les diverses expériences se poursuivent sans entraves jusqu'à ce que l'épreuve des faits ait tranché entre elles [...]. Une fusion aujourd'hui ne permettrait pas d'ajouter des forces pour aller plus fort dans la même direction [...]. Aujourd'hui, l'indépendance organisationnelle des courants qui défendent des politiques si différentes est un fait parce que c'est une nécessité. »

Extraits de la brochure *Lutte ouvrière dans le mouvement trotskyste* publiée par LO en mai 1983.